

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

*paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville*

DESTINATIONS	ABONNEMENTS			NUMERO
	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	
REPUBLIQUE DU CONGO .....	24.000	12.000	6.000	500 F CFA
	Voie aérienne exclusivement			
ETRANGER .....	38.400	19.200	9.600	800 F CFA

- Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).  
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".  
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte.      □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg  
Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel**  
et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

### S O M M A I R E

#### **PARTIE OFFICIELLE**

##### **- LOI -**

- 30 déc. Loi n° 24-2010 fixant les taux et les règles de perception des droits sur les titres miniers..... 15

##### **- DECRETS ET ARRETES -**

##### **A - TEXTES GENERAUX**

##### **MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE**

- 31 déc. Décret n° 2010-810 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité national du dialogue social..... 16

##### **MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ETAT**

- 31 déc. Décret n° 2010-818 abrogeant les dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994 portant suspension des effets financiers à la suite d'une titularisation, d'une révision de situation administrative ou de tout autre promotion..... 18
- 31 déc. Décret n° 2010-819 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat..... 18
- 31 déc. Décret n° 2010-820 fixant le traitement de base des fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat..... 24
- 31 déc. Décret n° 2010-821 portant versement des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat dans la nouvelle classification..... 24

**B - TEXTES PARTICULIERS****PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

- Nomination..... 31

**MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA MARINE MARCHANDE**

- Agrément..... 31

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'INTEGRATION**

- Nomination..... 31

**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS**

- Nomination..... 32

- Réintégration..... 32

**MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC**

- Nomination..... 32

**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION**

- Nomination..... 32

**MINISTERE DES HYDROCARBURES**

- Nomination..... 33

**MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION**

- Nomination..... 34

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE ET DES LOISIRS**

- Autorisation..... 34

**PARTIE NON OFFICIELLE****- ANNONCES -**

- Annonce légale..... 34

- Rectificatif..... 34

- Associations..... 34

- Rectificatif..... 35

## **PARTIE OFFICIELLE**

### **- LOI -**

#### **Loi n° 24 - 2010 du 30 décembre 2010**

fixant les taux et les règles de perception des droits sur les titres miniers

L'Assemblée nationale et le Sénat  
ont délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue  
la loi dont la teneur suit :

Article premier : La présente loi fixe les taux et les règles de perception des droits sur les titres miniers.

Article 2 : Les droits prévus pour l'octroi ou le renouvellement d'une autorisation de prospection sont fixés à 1.500.000 francs CFA.

Article 3 : Les droits prévus pour l'octroi ou le renouvellement, la cession, la mutation, l'amodiation, le transfert d'un permis de recherches sont fixés comme suit :

1. octroi ou renouvellement : 2.000.000 de francs CFA ;
2. cession, mutation, amodiation, transfert à une filiale du même groupe : 5.000.000 de francs CFA ;
3. cession, mutation, amodiation, transfert à une autre société : 15.000.000 de francs CFA.

Article 4 : Les droits prévus pour l'octroi, le renouvellement, la cession, la mutation, l'amodiation, le transfert d'une autorisation d'exploitation sont fixés comme suit :

#### 1. Type artisanal

- diamant .....15.000 francs CFA
- or .....10.000 francs CFA
- autres minéraux industriels ...10.000 francs CFA
- sable, terre jaune, terre noire,  
argile.....200.000 francs CFA
- pierre .....150.000 francs CFA
- gravier .....150.000 francs CFA

#### 2. Type industriel

##### a)- petite mine

- diamant .....1.000.000 de francs CFA
- or .....1.000.000 de francs CFA
- autres minéraux industriels 500.000 francs CFA.

##### b)- géomatériaux

- sable, terre jaune, terre,  
argile..... 500.000 francs CFA
- pierre .....1.000.000 de francs CFA
- gravier .....1.500.000 francs CFA

Article 5 : Les droits prévus pour l'octroi, le renouvellement, la cession, la mutation, l'amodiation, le transfert d'un permis d'exploitation sont fixés comme suit :

1. octroi ou renouvellement : 4.000.000 de francs CFA ;
2. cession, mutation, amodiation, transfert à une autre filiale du même groupe : 15.000.000 de francs CFA ;
3. cession, mutation, amodiation, transfert à une autre société : 25.000.000 de francs CFA.

Article 6 : Les titulaires d'une autorisation ou d'un permis d'exploitation sont assujettis à une redevance minière à taux fixe conformément au code minier.

Article 7 : Les titulaires d'une autorisation de prospection s'acquittent d'une redevance superficière de 1.000 francs CFA par km<sup>2</sup> et par an.

Article 8 : Les titulaires de permis de recherches sont assujettis au paiement d'une redevance superficière calculée sur la base de

- 1.500 francs CFA par km<sup>2</sup> et par an pour la première période de validité du permis ;
- 2.000 francs CFA par km<sup>2</sup> et par an pour la deuxième période de validité du permis ;
- 2.500 francs CFA par km<sup>2</sup> et par an pour la troisième période de validité du permis.

Article 9 : Les titulaires d'une autorisation d'exploitation sont assujettis au paiement d'une redevance superficière de 10.000 francs CFA par km<sup>2</sup> et par an.

Article 10 : Les titulaires d'un permis d'exploitation sont assujettis au paiement d'une redevance superficière de 25.000 francs CFA par km<sup>2</sup> et par an.

Article 11 : Les eaux minérales, thermales, thermominérales à usage thérapeutique ou domestique font l'objet d'une redevance minière taxée à hauteur de 0,5% du chiffre d'affaires de l'exploitant.

Article 12: Les droits prévus pour l'octroi ou le renouvellement d'une autorisation d'exploitation d'une installation de traitement non intégrée de substances minérales sont fixés à 500.000 francs CFA.

Article 13 : Les droits prévus pour la délivrance d'un poinçon de fabrication sont fixés à 25.000 francs CFA.

Article 14 : Les droits prévus pour l'octroi et le renouvellement d'une carte d'artisan bijoutier sont fixés à 15.000 francs CFA.

Article 15 : Les droits prévus pour l'octroi ou le renouvellement d'une carte de négociant en matière de diamant, or et autres substances minérales précieuses sont fixés à 100.000 francs CFA.

Article 16 : Les droits prévus pour l'ouverture d'un bureau d'achat sont fixés comme suit :

1. bureau d'achat de  
diamant.....15.000.000 de francs CFA

2, bureau d'achat d'or .....3.000.000 de francs CFA.

Article 17 : Les droits prévus pour l'octroi ou le renouvellement de l'autorisation d'exploitation d'un dépôt de substances explosives ou radioactives sont fixés comme suit :

- a) - substances explosives et accessoires
- à usage des mines, des carrières, des travaux publics et du génie agricole ;
  - 1<sup>re</sup> catégorie .....1.000.000 de francs CFA ;
  - 2<sup>e</sup> catégorie.....500.000 francs CFA ;
  - à usage pétrolier.....1.000.000 de francs CFA ;
  - poudre noire de chasse.....500.000 francs CFA ;
- b)- substances radioactives.1.000.000 de francs CFA

Article 18 : Il est prélevé à l'importation des substances explosives une taxe de 10% sur le prix d'achat.

Article 19 : Il est prélevé à l'importation des substances radioactives une taxe de 15% sur le prix d'achat.

Article 20 : Les droits et redevances miniers sont liquidés sur des ordres de recette établis par les services fiscaux compétents, de concert avec l'administration centrale des mines, et recouverts par le trésor public.

Article 21 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 30 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO.

Le ministre des mines et de la géologie,

Pierre OBA.

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

## - DECRETS ET ARRETES -

### A - TEXTES GENERAUX

#### MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

**Décret n° 2010 – 810 du 31 décembre 2010** portant création, attributions, organisation et fonctionnement du comité national du dialogue social

Le Président de la République,

Vu la Constitution,

Vu la loi n° 45-75 du 15 mars 1975 instituant un code du travail de la République populaire du Congo ;  
Vu la loi n° 6-96 du 6 mars 1996 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 45-75 du 15 mars 1975 instituant un code du travail de la République populaire du Congo ;  
Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;  
Vu le pacte social conclu le 10 juillet 2001 entre le Gouvernement et les organisations syndicales des travailleurs les plus représentatives ;  
Vu le protocole d'accord du 9 janvier 2006 conclu entre le Gouvernement, les organisations patronales et les organisations syndicales des travailleurs les plus représentatives.

En Conseil des ministres,

Décrète :

#### Chapitre 1 : Dispositions générales

Article premier : Il est créé un cadre de dialogue social entre le Gouvernement, les organisations patronales et les syndicats des travailleurs les plus représentatifs, dénommé comité national du dialogue social.

Article 2 : Le comité national du dialogue social est placé sous la tutelle du ministre chargé du travail.

#### Chapitre 2 : Des attributions

Article 3 : Le comité national du dialogue social est chargé d'entretenir le dialogue social comme principal moyen de prévention et de résolution de tous conflits sociaux survenus ou pouvant survenir dans les relations de travail.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- organiser des négociations ou des concertations pour traiter des questions susceptibles de détériorer le climat social ;
- encourager et faciliter le dialogue permanent entre les employeurs et les employés dans les entreprises et les administrations ;
- régler ou proposer un mode de règlement des conflits sociaux portés à sa connaissance;
- publier les résultats issus des négociations et des concertations ;
- proposer au Gouvernement des suggestions et des recommandations pour maintenir un climat social serein et prévenir d'éventuels conflits de travail ;
- suivre et évaluer l'application des décisions conjointement arrêtées.

#### Chapitre 3 : De l'organisation

Article 4 : Le comité national du dialogue social est composé ainsi qu'il suit :

- président : le ministre chargé du travail ;
- premier vice-président : le ministre chargé des finances ;
- deuxième vice-président : le ministre chargé de la fonction publique ;
- secrétaire permanent : le directeur général du travail.

Membres :

**a) Pour l'administration publique**

- deux représentants du ministère des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande ;
- deux représentants du ministère de l'économie, du plan, de l'aménagement du territoire et de l'intégration ;
- deux représentants du ministère de la justice et des droits humains ;
- deux représentants du ministère du travail et de la sécurité sociale ;
- deux représentants du ministère des finances, du budget et du portefeuille public ;
- deux représentants du ministère de la fonction publique.

**b) Pour les organisations patronales et les organisations syndicales des travailleurs :**

- douze représentants des organisations patronales ;
- douze représentants des organisations syndicales des travailleurs les plus représentatives.

Article 5 : En fonction des dossiers à traiter, deux représentants du ministère concerné prennent part aux travaux du comité.

Article 6 : Le secrétariat permanent du comité national du dialogue social est assuré par la direction générale du travail.

Il est composé de cinq personnes nommées par arrêté du ministre chargé du travail, sur proposition du directeur général du travail.

Leur mandat est de deux ans renouvelable.

Article 7 : Le comité national du dialogue social peut faire appel à toute personne ressource, choisie par le président du comité, sur proposition de l'une des parties.

Article 8 : Les membres du comité national du dialogue social sont nommés par arrêté du ministre chargé du travail, sur propositions des structures ministérielles concernées, des organisations patronales et des organisations syndicales des travailleurs les plus représentatifs.

Le mandat des membres du comité national du dialogue social est de deux ans renouvelable.

En cas d'indisponibilité, de démission, de déchéance ou de décès, tout membre peut être remplacé dans les conditions fixées à l'alinéa premier du présent article.

Article 9 : Les membres du comité national du dialogue social sont astreints au secret et à l'obligation de réserve. Ils ne peuvent, sans en avoir reçu l'autorisation, divulguer, publier ou faire publier un écrit ou un document quelconque dont ils ont connaissance, ou dont ils sont en possession dans le cadre de leur mandat.

Ces dispositions s'appliquent également à toute personne ressource.

Article 10 : Le comité national du dialogue social comprend deux commissions qui concourent à la préparation de ses réunions.

La première commission, présidée par un représentant du ministère en charge du travail, est chargée d'examiner, pour le compte du comité, les aspects socio-juridiques des questions inscrites à son ordre du jour.

La seconde, présidée par un représentant du ministère en charge des finances, est compétente en matière financière et économique.

Le comité peut mettre en place des organes de suivi de certaines questions qui ont fait l'objet de ses délibérations.

Article 11 : Le secrétariat permanent du comité national du dialogue social comprend :

- un chef de secrétariat ;
- un rapporteur;
- trois membres.

Article 12 : Les attributions et le fonctionnement du secrétariat permanent sont fixés par arrêté du ministre chargé du travail.

Chapitre 4 : Du fonctionnement

Article 13 : Les réunions du comité national du dialogue social sont bipartites ou tripartites.

Le comité national du dialogue social se réunit sur convocation de son président, soit à son initiative propre, soit à la demande de l'une des parties.

La convocation précise l'ordre du jour et les documents devant faire l'objet de négociation ou de concertation.

Article 14 : Le comité national du dialogue social ne délibère valablement que si les deux tiers de ses membres sont présents ou représentés.

A défaut, son président constate la carence et convoque une prochaine réunion, au plus tard dans les quinze jours qui suivent.

Dans ce cas, le comité délibère valablement si la moitié de ses membres est présente ou représentée.

Article 15 : A l'occasion d'une réunion, un membre

du comité empêché peut donner mandat à un autre membre de son collège.

Un membre ne peut détenir qu'un seul mandat pour une même réunion.

Article 16 : Le comité national du dialogue social adopte ses décisions de façon consensuelle.

Les décisions, conjointement arrêtées à l'issue des négociations, sont rendues exécutoires.

Les suggestions et les recommandations issues des concertations sont soumises au Gouvernement pour approbation.

#### Chapitre 5 : Dispositions diverses et finales

Article 17 : Les fonctions de membre du comité national du dialogue social sont gratuites.

Les frais de fonctionnement du comité national du dialogue social sont à la charge du budget de l'Etat.

Article 18 : Le ministre du travail, le ministre des finances et le ministre de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent décret.

Article 19 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2002-361 du 5 novembre 2002 tel que modifié par le décret n° 2008-65 du 31 décembre 2008, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre d'Etat, coordonnateur du pôle socio-culturel, ministre du travail et de la sécurité sociale,

Florent NTSIBA

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

#### **MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ETAT**

**Décret n° 2010 – 818 du 31 décembre 2010** abrogeant les dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994 portant suspension des effets

financiers à la suite d'une titularisation, d'un avancement, d'un reclassement, d'une révision de situation administrative ou de tout autre promotion

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique, telle que modifiée et complétée par les lois n° 14-2007 du 25 juillet 2007 et 21-2010 du 30 décembre 2010;

Vu la convention collective du 1er septembre 1960 réglant les rapports de travail entre les agents contractuels et auxiliaires de l'administration et le Gouvernement de la République du Congo ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires de la République du Congo ;

Vu le décret n° 67-50-FP-BE du 24 février 1967 réglementant la prise d'effet du point de vue de la solde des actes réglementaires relatifs aux intégrations, aux nominations, aux reconstitutions de carrières et aux reclassements ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décète :

Article premier : Sont abrogées les dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994 portant suspension des effets financiers à la suite d'une titularisation, d'un avancement, d'un reclassement, d'une révision de situation administrative ou de tout autre promotion.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO.

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS.

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

**Décret n° 2010 – 819 du 31 décembre 2010** fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique, telle

que modifiée et complétée par les lois n<sup>os</sup> 14-2007 du 25 juillet 2007 et 21-2010 du 30 décembre 2010;  
Vu le décret n<sup>o</sup> 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires de la République du Congo ;

Vu le décret n<sup>o</sup> 81-892 du 30 décembre 1981 portant majoration de la rémunération des personnels de l'Etat ;  
Vu le décret n<sup>o</sup> 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décrète :

Article premier : Le présent décret fixe, en application des dispositions de la loi n<sup>o</sup> 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique, telle que modifiée par les lois n<sup>os</sup> 14-2007 du 25 juillet 2007 et 21-2010 du 30 décembre 2010, les échelonnements indiciaires des fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat, ainsi qu'il suit :

CORPS	ECHELLES	ECHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE
Hors catégorie	Echelle unique	6 <sup>e</sup>	2800	560 000
		5 <sup>e</sup>	2750	550 000
		4 <sup>e</sup>	2700	540 000
		3 <sup>e</sup>	2650	530 000
		2 <sup>e</sup>	2600	520 000
		1 <sup>er</sup>	2550	510 000

CATEGORIES	ECHELLES	ECHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE
I	1	16 <sup>e</sup>	2530	506 000
		15 <sup>e</sup>	2410	482 000
		14 <sup>e</sup>	2290	458 000
		13 <sup>e</sup>	2170	434 000
		12 <sup>e</sup>	2050	410 000
		11 <sup>e</sup>	1930	386 000
		10 <sup>e</sup>	1810	362 000
		9 <sup>e</sup>	1690	338 000
		8 <sup>e</sup>	1570	314 000
		7 <sup>e</sup>	1450	290 000
		6 <sup>e</sup>	1330	266 000
		5 <sup>e</sup>	1 310	242 000
		4 <sup>e</sup>	1090	218 000
		3 <sup>e</sup>	970	194 000
		2 <sup>e</sup>	850	170 000
1 <sup>er</sup>	730	146 000		

CATEGORIES	EHELLES	EHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE
I	2	16 <sup>e</sup>	1 858	371 600
		15 <sup>e</sup>	1782	352 400
		14 <sup>e</sup>	1666	333 200
		13 <sup>e</sup>	1570	314 000
		12 <sup>e</sup>	1474	294 800
		11 <sup>e</sup>	13S4	278 800
		10 <sup>e</sup>	1314	262 800
		9 <sup>e</sup>	1234	246 800
		8 <sup>e</sup>	1154	230 809
		7 <sup>e</sup>	1074	214 800
		6 <sup>e</sup>	994	198 800
		5 <sup>e</sup>	914	182 800
		4 <sup>e</sup>	834	166 800
		3 <sup>e</sup>	754	150 800
		2 <sup>e</sup>	674	134 800
		1 <sup>er</sup>	594	118 800
I	3	16 <sup>e</sup>	1 538	307 600
		15 <sup>e</sup>	1 442	288 400
		14 <sup>e</sup>	1 346	269 200
		13 <sup>e</sup>	1 250	250 000
		12 <sup>e</sup>	1 154	230 800
		11 <sup>e</sup>	1 074	214 800
		10 <sup>e</sup>	994	198 800
		9 <sup>e</sup>	914	182 800
		8 <sup>e</sup>	834	166 800
		7 <sup>e</sup>	786	157 200
		6 <sup>e</sup>	746	149 200
		5 <sup>e</sup>	706	141 200
		4 <sup>e</sup>	666	133 200
		3 <sup>e</sup>	602	120 400
		2 <sup>e</sup>	562	112 400
		1 <sup>er</sup>	522	104 400

CATEGORIES	ECHELLES	ECHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE
II	1	16 <sup>e</sup>	1 396	279 200
		15 <sup>e</sup>	1 316	263 200
		14 <sup>e</sup>	1 236	247 200
		13 <sup>e</sup>	1 156	231 200
		12 <sup>e</sup>	1 076	215 200
		11 <sup>e</sup>	1 012	202 400
		10 <sup>e</sup>	948	189 600
		9 <sup>e</sup>	932	186 400
		8 <sup>e</sup>	820	164 000
		7 <sup>e</sup>	772	154 400
		6 <sup>e</sup>	724	144 800
		5 <sup>e</sup>	676	135 200
		4 <sup>e</sup>	628	125 600
		3 <sup>e</sup>	580	116 00
		2 <sup>e</sup>	532	106 400
		1 <sup>er</sup>	488	97 600
II	2	16 <sup>e</sup>	1 032	206 400
		15 <sup>e</sup>	984	196 800
		14 <sup>e</sup>	936	187 200
		13 <sup>e</sup>	888	177 600
		12 <sup>e</sup>	840	168 000
		11 <sup>e</sup>	800	160 000
		10 <sup>e</sup>	768	153 600
		9 <sup>e</sup>	736	147 200
		8 <sup>e</sup>	704	140 800
		7 <sup>e</sup>	664	132 800
		6 <sup>e</sup>	632	126 400
		5 <sup>e</sup>	600	120 000
		4 <sup>e</sup>	568	113 600
		3 <sup>e</sup>	528	105 600
		2 <sup>e</sup>	496	99 200
		1 <sup>er</sup>	464	92 800

CATEGORIES	ECHELLES	ECHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE
II	3	16 <sup>e</sup>	924	184 800
		15 <sup>e</sup>	884	176 800
		14 <sup>e</sup>	852	170 400
		13 <sup>e</sup>	820	164 000
		12 <sup>e</sup>	788	157 400
		11 <sup>e</sup>	748	149 600
		10 <sup>e</sup>	716	143 200
		9 <sup>e</sup>	684	136 800
		8 <sup>e</sup>	652	130 400
		7 <sup>e</sup>	612	122 400
		6 <sup>e</sup>	580	116 000
		5 <sup>e</sup>	548	109 600
		4 <sup>e</sup>	516	103 200
		3 <sup>e</sup>	476	95 200
		2 <sup>e</sup>	444	88 800
		1 <sup>er</sup>	412	82 400
CATEGORIES	ECHELLES	ECHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE
III	1	16 <sup>e</sup>	767	153 400
		15 <sup>e</sup>	735	147 000
		14 <sup>e</sup>	711	142 200
		13 <sup>e</sup>	687	137 400
		12 <sup>e</sup>	663	132 600
		11 <sup>e</sup>	631	126 200
		10 <sup>e</sup>	607	121 400
		9 <sup>e</sup>	583	116 600
		8 <sup>e</sup>	559	111 800
		7 <sup>e</sup>	527	105 400
		6 <sup>e</sup>	503	100 600
		5 <sup>e</sup>	479	95 800
		4 <sup>e</sup>	455	91 000
		3 <sup>e</sup>	423	84 600
		2 <sup>e</sup>	399	79 800
		1 <sup>er</sup>	375	75 000

CATEGORIES	ECHELLES	ECHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE
III	2	16 <sup>e</sup>	719	143 800
		15 <sup>e</sup>	687	137 400
		14 <sup>e</sup>	663	133 800
		13 <sup>e</sup>	639	127 800
		12 <sup>e</sup>	615	123 000
		11 <sup>e</sup>	583	116 600
		10 <sup>e</sup>	559	111 800
		9 <sup>e</sup>	535	107 000
		8 <sup>e</sup>	511	102 200
		7 <sup>e</sup>	479	95 800
		6 <sup>e</sup>	455	91 000
		5 <sup>e</sup>	431	86 200
		4 <sup>e</sup>	407	81 400
		3 <sup>e</sup>	375	75 000
		2 <sup>e</sup>	351	70 200
		1 <sup>er</sup>	327	65 400
III	3	16 <sup>e</sup>	551	110 200
		15 <sup>e</sup>	527	105 400
		14 <sup>e</sup>	511	102 200
		13 <sup>e</sup>	495	99 000
		12 <sup>e</sup>	479	95 800
		11 <sup>e</sup>	455	91 000
		10 <sup>e</sup>	439	87 800
		9 <sup>e</sup>	423	84 800
		8 <sup>e</sup>	407	81 400
		7 <sup>e</sup>	383	76 600
		6 <sup>e</sup>	367	73 400
		5 <sup>e</sup>	351	70 200
		4 <sup>e</sup>	335	67 000
		3 <sup>e</sup>	330	66 000
		2 <sup>e</sup>	325	65 000
		1 <sup>er</sup>	320	64 000

Article 2 : Le présent décret, qui prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 et qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 91-049 du 5 mars 1991 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat de la République du Congo, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO.

Le ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS.

Le ministre des finances, du budget  
et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

**Décret n° 2010 – 820 du 31 décembre 2010**  
fixant le traitement de base des fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique, telle que modifiée et complétée par les lois n°s 14-2007 du 25 juillet 2007 et 21-2010 du 30 décembre 2010 ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires de la République du Congo ;

Vu le décret n° 81-892 du 30 décembre 1981 portant majoration de la rémunération des personnels de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2010-819 du 31 décembre 2010 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat.

En Conseil des ministres,

Décrète :

Article premier : Le traitement de base mensuel du fonctionnaire ou de l'agent non titulaire de l'Etat est calculé en multipliant le nombre de points d'indice correspondant à sa catégorie, échelle et échelon par la valeur du point d'indice.

Article 2 : La valeur du point d'indice est fixée à 200 francs CFA, pour les fonctionnaires et les agents des établissements publics administratifs.

Article 3 : Les points d'indice correspondant à chaque catégorie, échelle et échelon sont fixés, à travers la

grille indiciaire, par décret en Conseil des ministres.

Article 4 : Le présent décret prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Article 5 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 91-050 du 5 mars 1991 portant fixation de la solde de base des fonctionnaires et agents contractuels de la République du Congo, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

Le ministre des finances, du budget  
et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

**Décret n° 2010 - 821 du 31 décembre 2010**  
portant versement des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat dans la nouvelle classification.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique, telle que modifiée et complétée par les lois n°s 14-2007 du 25 juillet 2007 et 21-2010 du 30 décembre 2010 ;

Vu le décret n° 62-130 du 9 mai 1962 fixant le régime de rémunération des fonctionnaires de la République du Congo ;

Vu le décret n° 81-892 du 30 décembre 1981 portant majoration de la rémunération des personnels de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-335 du 15 septembre 2009 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°2010-819 du 31 décembre 2010 fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires et agents non titulaires de l'Etat ;

Vu le décret n°2010-820 du 31 décembre 2010 fixant le traitement de base des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat.

En Conseil des ministres,

Décrète :

#### CHAPITRE I : DISPOSITION GENERALE

Article premier : Le présent décret détermine les modalités de passage des agents civils de l'Etat de l'ancienne à la nouvelle classification des emplois à la fonction publique.

CHAPITRE II : DES MODALITES DE VERSEMENT  
DES AGENTS CIVILS DE L'ETAT DANS LA NOU-  
VELLE CLASSIFICATION CATEGORIELLE.

Article 2 : Les agents civils de l'Etat, en activité, sont versés, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, dans les catégories et échelles prévues par la loi n° 21-2010 du 30 décembre 2010 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 021-89 du 21 novembre 1989 portant statut général de la fonction publique.

Le tableau joint en annexe du présent décret fixe les détails de ce versement.

Article 3 : Au plan financier, les agents civils de l'Etat sont classés, de manière automatique, dans la grille indiciaire définie par le décret n° 2010-819 du 31 décembre 2010 susvisé, à concordance du salaire indiciaire ressortant du fichier de la solde.

Toutefois, ils sont classés conformément au salaire indiciaire immédiatement supérieur, si le salaire identique solde n'existe pas.

Article 4 : Au plan administratif, nul ne peut être classé dans la grille indiciaire définie par le décret n° 2010-819 du 31 décembre 2010 susvisé, s'il n'a été auparavant classé au plan de la solde.

Article 5 : Les agents civils de l'Etat sont classés dans la grille indiciaire définie par le décret n° 2010-819 du 31 décembre 2010 susvisé, au travers des avancements, des reclassements, des révisions de situation administrative ou toutes autres promotions, conformément à la réglementation en vigueur.

Toutefois, ils sont classés à concordance d'indice si l'indice identique existe ; ils sont classés à l'indice immédiatement supérieur, si l'indice identique n'existe pas.

Article 6 : Les agents civils de l'Etat de la catégorie I, échelle 1, classe exceptionnelle, ayant atteint le 4<sup>e</sup> échelon de leur grade, sont classés dans le corps hors catégories à échelle unique, à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Article 7: Les agents civils de l'Etat de la catégorie I, échelle 1, 3<sup>e</sup> classe, ayant atteint le 2<sup>e</sup> échelon de leur grade, sont classés à titre exceptionnel et conformément à la réglementation en vigueur, dans le corps hors catégories à échelle unique de la nouvelle grille, à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Article 8 : Les agents civils de l'Etat, classés dans la nouvelle grille indiciaire, conservent l'ancienneté, sauf exceptions prévues à l'article 9 du présent décret.

L'ancienneté susceptible d'être conservée ne doit pas

excéder trois ans.

Article 9 : En cas de classement à l'indice immédiatement supérieur, les agents civils de l'Etat perdent tout ou partie de leur ancienneté selon les situations suivantes :

- perte totale de l'ancienneté civile réelle lorsque le gain d'indice est tel que, dans l'ancienne situation, il équivaudrait à un franchement de deux échelons ;
- perte de la moitié de l'ancienneté civile réelle lorsque le gain d'indice est tel que, dans l'ancienne situation, il équivaudrait à un franchement d'un échelon.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS  
DIVERSES ET FINALES

Article 10 : Les situations administratives antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2011 demeurent régies par le décret n° 91-049 du 5 mars 1991 portant fixation de la solde de base des fonctionnaires et agents contractuels de la République du Congo.

Article 11 : Le présent décret ne s'applique pas aux agents civils de l'Etat admis à faire valoir leurs droits à la retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Article 12 : Le présent décret prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Article 13 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 99-50 du 3 avril 1999 portant versement des agents civils de l'Etat dans la classification prévue par la loi n° 021-89 du 14 novembre 1989 portant refonte du statut général de la fonction publique, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 31 décembre 2010

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat,

Guy Brice Parfait KOLELAS

Le ministre des finances, du budget  
et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

ANCIENNE SITUATION						NOUVELLE SITUATION						
CATEGORIES	ECHELLES	CLASSES	ECHE- LONS	INDICES	SALAIRES DE BASE	ECHELLES	ECHE- LONS	INDICES CORRESPON- DANT A LA VALEUR DU POINT D'INDICE 200	SALAIRES DE BASE			
<b>I</b>	<b>1</b>	H.C	4 <sup>e</sup>	3 100	496 000	<b>1</b>	16 <sup>e</sup>	2 530	506 000			
			3 <sup>e</sup>	2 950	472 000		15 <sup>e</sup>	2 410	482 000			
			2 <sup>e</sup>	2 800	448 000		14 <sup>e</sup>	2 290	458 000			
			1 <sup>er</sup>	2 650	424 000		13 <sup>e</sup>	2 170	434 000			
		3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	2 500	400 000		12 <sup>e</sup>	2 050	410 000			
			3 <sup>e</sup>	2 350	376 000		11 <sup>e</sup>	1 930	386 000			
			2 <sup>e</sup>	2 200	352 000		10 <sup>e</sup>	1 810	362 000			
			1 <sup>er</sup>	2 050	328 000		9 <sup>e</sup>	1 690	338 000			
		2 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	1 900	304 000		8 <sup>e</sup>	1 570	314 000			
			3 <sup>e</sup>	1 750	280 000		7 <sup>e</sup>	1 450	290 000			
			2 <sup>e</sup>	1 600	256 000		6 <sup>e</sup>	1 330	266 000			
			1 <sup>er</sup>	1 450	232 000		5 <sup>e</sup>	1 210	242 000			
		1 <sup>er</sup>	4 <sup>e</sup>	1 300	208 000		4 <sup>e</sup>	1 090	218 000			
			3 <sup>e</sup>	1 150	184 000		3 <sup>e</sup>	970	194 000			
			2 <sup>e</sup>	1 000	160 000		2 <sup>e</sup>	850	170 000			
			1 <sup>er</sup>	850	136 000		1 <sup>er</sup>	730	146 000			
		<b>I</b>	<b>2</b>	H.C	4 <sup>e</sup>		2 260	361 600	<b>2</b>	16 <sup>e</sup>	1 858	371 600
					3 <sup>e</sup>		2 140	342 400		15 <sup>e</sup>	1 762	352 400
					2 <sup>e</sup>		2 020	323 200		14 <sup>e</sup>	1 666	333 200
					1 <sup>er</sup>		1 900	304 000		13 <sup>e</sup>	1 570	314 000
3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>			1 780	284 800	12 <sup>e</sup>	1 474	294 800				
	3 <sup>e</sup>			1 680	268 800	11 <sup>e</sup>	1 394	278 800				
	2 <sup>e</sup>			1 580	252 800	10 <sup>e</sup>	1 314	262 800				
	1 <sup>er</sup>			1 480	236 800	9 <sup>e</sup>	1 234	246 800				
2 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>			1 380	220 800	8 <sup>e</sup>	1 154	230 800				
	3 <sup>e</sup>			1 280	204 800	7 <sup>e</sup>	1 074	214 800				
	2 <sup>e</sup>			1 180	188 800	6 <sup>e</sup>	994	198 800				
	1 <sup>er</sup>			1 080	172 800	5 <sup>e</sup>	914	182 800				
1 <sup>er</sup>	4 <sup>e</sup>			980	156 800	4 <sup>e</sup>	834	166 800				
	3 <sup>e</sup>			880	140 800	3 <sup>e</sup>	754	150 800				
	2 <sup>e</sup>			780	124 800	2 <sup>e</sup>	674	134 800				
	1 <sup>er</sup>			680	108 800	1 <sup>er</sup>	594	118 800				

ANCIENNE SITUATION						NOUVELLE SITUATION			
CATEGORIES	ECHELLES	CLASSES	ECHE- LONS	INDICES	SALAIRES DE BASE	ECHELLES	ECHE- LONS	INDICES CORRESPON- DANT A LA VALEUR DU POINT D'INDICE 200	SALAIRES DE BASE
<b>I</b>	<b>3</b>	H.C	4 <sup>e</sup>	1 860	297 600	<b>3</b>	16 <sup>e</sup>	1 538	307 600
			3 <sup>e</sup>	1 740	278 400		15 <sup>e</sup>	1 442	288 400
			2 <sup>e</sup>	1 620	259 200		14 <sup>e</sup>	1 346	269 200
			1 <sup>er</sup>	1 500	240 000		13 <sup>e</sup>	1 250	250 000
		3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	1 380	220 800		12 <sup>e</sup>	1 154	230 800
			3 <sup>e</sup>	1 280	204 800		11 <sup>e</sup>	1 074	214 800
			2 <sup>e</sup>	1 180	188 800		10 <sup>e</sup>	994	198 800
			1 <sup>er</sup>	1 080	172 800		9 <sup>e</sup>	914	182 800
		2 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	980	156 800		8 <sup>e</sup>	834	166 800
			3 <sup>e</sup>	920	147 200		7 <sup>e</sup>	786	157 200
			2 <sup>e</sup>	870	139 200		6 <sup>e</sup>	746	149 200
			1 <sup>er</sup>	820	131 200		5 <sup>e</sup>	706	141 200
		1 <sup>re</sup>	4 <sup>e</sup>	770	123 200		4 <sup>e</sup>	666	133 200
			3 <sup>e</sup>	690	110 400		3 <sup>e</sup>	602	120 400
			2 <sup>e</sup>	640	102 400		2 <sup>e</sup>	562	112 400
			1 <sup>er</sup>	590	94 400		1 <sup>er</sup>	522	104 400

ANCIENNE SITUATION						NOUVELLE SITUATION			
CATEGORIES	ECHELLES	CLASSES	ECHE- LONS	INDICES	SALAIRES DE BASE	ECHELLES	ECHE- LONS	INDICES CORRESPON- DANT A LA VALEUR DU POINT D'INDICE 200	SALAIRES DE BASE
<b>II</b>	<b>1</b>	H.C	4 <sup>e</sup>	1 670	267 200	<b>1</b>	16 <sup>e</sup>	1 396	279 200
			3 <sup>e</sup>	1 570	251 200		15 <sup>e</sup>	1 316	263 200
			2 <sup>e</sup>	1 470	235 200		14 <sup>e</sup>	1 236	247 200
			1 <sup>er</sup>	1 370	219 200		13 <sup>e</sup>	1 156	231 200
		3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	1 270	203 200		12 <sup>e</sup>	1 076	215 200
			3 <sup>e</sup>	1 190	190 400		11 <sup>e</sup>	1 012	202 400
			2 <sup>e</sup>	1 110	177 600		10 <sup>e</sup>	948	189 600
			1 <sup>er</sup>	1 090	174 400		9 <sup>e</sup>	932	186 400
		2 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	950	152 000		8 <sup>e</sup>	820	164 000
			3 <sup>e</sup>	890	142 400		7 <sup>e</sup>	772	154 400
			2 <sup>e</sup>	830	132 800		6 <sup>e</sup>	724	144 800
			1 <sup>er</sup>	770	123 200		5 <sup>e</sup>	676	135 200
		1 <sup>re</sup>	4 <sup>e</sup>	710	113 600		4 <sup>e</sup>	628	125 600
			3 <sup>e</sup>	650	104 000		3 <sup>e</sup>	580	116 000
			2 <sup>e</sup>	590	94 400		2 <sup>e</sup>	532	106 400
			1 <sup>er</sup>	535	85 600		1 <sup>er</sup>	488	97 600

ANCIENNE SITUATION						NOUVELLE SITUATION						
CATEGORIES	ECHELLES	CLASSES	ECHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE	ECHELLES	ECHELONS	INDICES CORRESPONDANT A LA VALEUR DU POINT D'INDICE 200	SALAIRES DE BASE			
II	2	H.C	4°	1 215	194 400	2	16°	1 032	206 400			
			3°	1 155	184 800		15°	984	196 800			
			2°	1 095	175 200		14°	936	187 200			
			1 <sup>er</sup>	1 035	165 600		13°	888	177 600			
		3°	4°	975	156 000		12°	840	168 000			
			3°	925	148 000		11°	800	160 000			
			2°	885	141 600		10°	768	153 600			
			1 <sup>er</sup>	845	135 200		9°	736	147 200			
		2°	4°	805	128 800		8°	704	140 800			
			3°	755	120 800		7°	664	132 800			
			2°	715	114 400		6°	632	126 400			
			1 <sup>er</sup>	675	108 000		5°	600	120 000			
		1 <sup>er</sup>	4°	635	101 600		4°	568	113 600			
			3°	585	93 600		3°	528	105 600			
			2°	545	87 200		2°	496	99 200			
			1 <sup>er</sup>	505	80 800		1 <sup>er</sup>	464	92 800			
		II	3	H.C	4°		1 080	172 800	3	16°	924	184 800
					3°		1 030	164 800		15°	884	176 800
					2°		990	158 400		14°	852	170 400
					1 <sup>er</sup>		950	152 000		13°	820	164 000
3°	4°			910	145 600	12°	788	157 600				
	3°			860	137 600	11°	748	149 600				
	2°			820	131 200	10°	716	143 200				
	1 <sup>er</sup>			780	124 800	9°	684	136 800				
2°	4°			740	118 400	8°	652	130 400				
	3°			690	110 400	7°	612	122 400				
	2°			650	104 000	6°	580	116 000				
	1 <sup>er</sup>			610	97 600	5°	548	109 600				
1 <sup>er</sup>	4°			570	91 200	4°	516	103 200				
	3°			520	83 200	3°	476	95 200				
	2°			480	76 800	2°	444	88 800				
	1 <sup>er</sup>			440	70 400	1 <sup>er</sup>	412	82 400				

ANCIENNE SITUATION						NOUVELLE SITUATION						
CATEGORIES	ECHELLES	CLASSES	ECHE- LONS	INDICES	SALAIRES DE BASE	ECHELLES	ECHE- LONS	INDICES CORRESPON- DANT A LA VALEUR DU POINT D'INDICE 200	SALAIRES DE BASE			
<b>III</b>	<b>1</b>	H.C	4 <sup>o</sup>	865	138 400	<b>1</b>	16 <sup>o</sup>	767	153 400			
			3 <sup>o</sup>	825	132 000		15 <sup>o</sup>	735	147 000			
			2 <sup>o</sup>	795	127 200		14 <sup>o</sup>	711	142 200			
			1 <sup>er</sup>	765	122 400		13 <sup>o</sup>	687	137 400			
		3 <sup>o</sup>	4 <sup>o</sup>	735	117 600		12 <sup>o</sup>	663	132 600			
			3 <sup>o</sup>	695	111 200		11 <sup>o</sup>	631	126 200			
			2 <sup>o</sup>	665	106 400		10 <sup>o</sup>	607	121 400			
			1 <sup>er</sup>	635	101 600		9 <sup>o</sup>	583	116 600			
		2 <sup>o</sup>	4 <sup>o</sup>	605	96 800		8 <sup>o</sup>	559	111 800			
			3 <sup>o</sup>	565	90 400		7 <sup>o</sup>	527	105 400			
			2 <sup>o</sup>	535	85 600		6 <sup>o</sup>	503	100 600			
			1 <sup>er</sup>	505	80 800		5 <sup>o</sup>	479	95 800			
		1 <sup>o</sup>	4 <sup>o</sup>	475	76 000		4 <sup>o</sup>	455	91 000			
			3 <sup>o</sup>	435	69 600		3 <sup>o</sup>	423	84 600			
			2 <sup>o</sup>	405	64 800		2 <sup>o</sup>	399	79 800			
			1 <sup>er</sup>	375	60 000		1 <sup>er</sup>	375	75 000			
		<b>III</b>	<b>2</b>	H.C	4 <sup>o</sup>		805	128 800	<b>2</b>	16 <sup>o</sup>	719	143 800
					3 <sup>o</sup>		765	122 400		15 <sup>o</sup>	687	137 400
					2 <sup>o</sup>		735	117 600		14 <sup>o</sup>	663	132 600
					1 <sup>er</sup>		705	112 800		13 <sup>o</sup>	639	127 800
3 <sup>o</sup>	4 <sup>o</sup>			675	108 000	12 <sup>o</sup>	615	123 000				
	3 <sup>o</sup>			635	101 600	11 <sup>o</sup>	583	116 600				
	2 <sup>o</sup>			605	96 800	10 <sup>o</sup>	559	111 800				
	1 <sup>er</sup>			575	92 000	9 <sup>o</sup>	535	107 000				
2 <sup>o</sup>	4 <sup>o</sup>			545	87 200	8 <sup>o</sup>	511	102 200				
	3 <sup>o</sup>			505	80 800	7 <sup>o</sup>	479	95 800				
	2 <sup>o</sup>			475	76 000	6 <sup>o</sup>	455	91 000				
	1 <sup>er</sup>			445	71 200	5 <sup>o</sup>	431	86 200				
1 <sup>o</sup>	4 <sup>o</sup>			415	66 400	4 <sup>o</sup>	407	81 400				
	3 <sup>o</sup>			375	60 000	3 <sup>o</sup>	375	75 000				
	2 <sup>o</sup>			345	55 200	2 <sup>o</sup>	351	70 200				
	1 <sup>er</sup>			315	50 400	1 <sup>er</sup>	327	65 400				

ANCIENNE SITUATION						NOUVELLE SITUATION			
CATEGORIES	ECHELLES	CLASSES	ECHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE	ECHELLES	ECHELONS	INDICES CORRESPONDANT A LA VALEUR DU POINT D'INDICE 200	SALAIRES DE BASE
<b>III</b>	<b>3</b>	H.C	4 <sup>e</sup>	595	95 200	<b>3</b>	16 <sup>e</sup>	551	110 200
			3 <sup>e</sup>	565	90 400		15 <sup>e</sup>	527	105 400
			2 <sup>e</sup>	545	87 200		14 <sup>e</sup>	511	102 200
			1 <sup>er</sup>	525	84 000		13 <sup>e</sup>	495	99 000
		3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	505	80 800		12 <sup>e</sup>	479	95 800
			3 <sup>e</sup>	475	76 000		11 <sup>e</sup>	455	91 000
			2 <sup>e</sup>	455	72 800		10 <sup>e</sup>	439	87 800
			1 <sup>er</sup>	435	69 600		9 <sup>e</sup>	423	84 600
		2 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	415	66 400		8 <sup>e</sup>	407	81 400
			3 <sup>e</sup>	385	61 600		7 <sup>e</sup>	383	76 600
			2 <sup>e</sup>	365	58 400		6 <sup>e</sup>	367	73 400
			1 <sup>er</sup>	345	55 200		5 <sup>e</sup>	351	70 200
		1 <sup>re</sup>	4 <sup>e</sup>	325	52 000		4 <sup>e</sup>	335	67 000
			3 <sup>e</sup>	295	47 200		3 <sup>e</sup>	330	66 000
			2 <sup>e</sup>	275	44 000		2 <sup>e</sup>	325	65 000
			1 <sup>er</sup>	255	40 800		1 <sup>er</sup>	320	64 000

CORPS	ECHELLES	ECHELONS	INDICES	SALAIRES DE BASE
Hors catégorie	Echelle unique	6 <sup>e</sup>	2800	560 000
		5 <sup>e</sup>	2750	550 000
		4 <sup>e</sup>	2700	540 000
		3 <sup>e</sup>	2650	530 000
		2 <sup>e</sup>	2600	520 000
		1 <sup>er</sup>	2550	510 000

**B - TEXTES PARTICULIERS****PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE****NOMINATION**

**Décret n° 2011-1 du 7 janvier 2011.** Mme (**Sidonie Rose**) **INGANDZA** est nommée chargée de mission du Président de la République.

Mme (**Sidonie Rose**) **INGANDZA** percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Mme (**Sidonie Rose**) **INGANDZA**.

**Décret n° 2011-2 du 7 janvier 2011.** Est nommé, à titre exceptionnel, dans l'ordre du mérite congolais :

Au grade d'officier

M. **GOTENE (Marcel)**.

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

**Décret n° 2011-3 du 7 janvier 2011.** Est nommé, à titre posthume, dans l'ordre du mérite congolais :

Au grade de commandeur

M. **KOYA ENGAMBE (Jean René)**.

Les droits de chancellerie prévus par les textes en vigueur ne sont pas applicables.

**MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA MARINE MARCHANDE****AGREMENT**

**Arrêté n° 11387 du 31 décembre 2010.** La société **SOCOTRAM**, B.P. : 4922, siège social : immeuble ex-cinéma Vox à Pointe-Noire, est agréée pour l'exercice de l'activité de prestataire de services des gens de mer.

L'agrément est valable une année.

La délivrance et le renouvellement de l'agrément sont soumis au paiement des droits y afférents à la direction générale de la marine marchande.

L'agrément est individuel et incessible. Il ne peut être ni transféré, ni loué.

Le directeur général de la marine marchande est chargé de veiller à la régularité de l'exercice de l'activité accordée à la société **SOCOTRAM**, qui est soumise aux régimes disciplinaire et pénal de la marine marchande.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'INTEGRATION****NOMINATION**

**Arrêté n° 165 du 10 janvier 2011.** Sont nommés membres de la commission départementale d'organisation de la fête nationale à Ewo

Président : **MOUANDE-MOUANDE (Gilbert)**

Vice-président : **EYENI (Richard)**

Secrétaire : **ATSANGO (Denis)**

Rapporteur: **OBIA (Xavier)**

Membres :

- **MOUYABI KIKABOU**
- **NZINZELET (Georges Honoré)**
- **OKEMBA (Eugène)**
- **ONDIA (Daniel)**
- **ODZOURGA (Jean Séraphin)**
- **OBIE (Jérôme Timoléon)**
- **ENGOUALI (Bernard)**

**Secrétariat technique**

Président : **ATSANGO (Denis)**

Secrétaire rapporteur : **ONDONDA (Jean Charles)**

**Groupe de travail voiries urbaines, travaux publics, urbanisme et habitat**

Président : **ONDIA (Daniel)**

Secrétaire rapporteur : **OKEMBA (Eugène)**

Membres :

- **NKOUYOU (Ferdinand)**
- **WATA (Michel Charlemagne)**
- **ITOUA ODICKA (Ferdinand)**
- **ITOUA NGASSAKI (Gabriel)**
- **TSEMI (Pascal)**
- **TSILA (Jean Bosco)**

**Groupe de travail infrastructures énergétiques et hydrauliques**

Président : **AKONO (Isaac David)**

Secrétaire rapporteur : **MOUYABI KIKABOU**

Membres :

- **BOKONDA (Jérôme)**
- **KALLA (Emmanuel)**
- **OFOUNGOU (Gaston)**
- **OGNEKE-NDOUONA (Jean Louis)**
- **OBAMI (Antoine)**
- **NGOVO (Albert)**
- **AKOUANGO (Pascal)**
- **ONKOUONI (Michel)**

**Groupe de travail infrastructures administratives**

Président : **NGUEBO (Jules)**

Secrétaire rapporteur : **NZINZELET (Georges Honoré)**

## Membres

- **KENDZAYI (François)**
- **MFALI (Mathurin)**
- **OSSAKA (Nestor)**
- **BILEZI (Trajan)**
- **EFENGUE (Roger)**

**Groupe de travail infrastructures économiques, sociales et culturelles**Président : **KOMBO (Jean Michel Adrien)**Secrétaire rapporteur : **GAMBARA (Louis)**

## Membres :

- **MBOU (André)**
- **ODZOURGA (Jean Séraphin)**
- **BIKOUMOU (André)**
- **ALONGOMPOUROU**
- **ENGOUALI (Bernard)**
- **MIAGNON (Jacob)**
- **OLANANGA (Hélène)**
- **AYAKI (Bernard)**
- **MOUKALA (Lucien)**
- **NDINGA (Edgard Basile)**

**Groupe de travail communication**Président : **OTIELI (Alain Michel)**Secrétaire rapporteur : **NSONI (Jean Claude)**

## Membres :

- **ALANA FOFANA**
- **MBOUYOU (Edouard)**
- **AGNENGUE-ANDZOUNBA**
- **OYOULOU (Michel)**
- **MBELE (Clément)**
- **KANDZA (Simplice)**

**MINISTERE DE LA JUSTICE  
ET DES DROITS HUMAINS**

## NOMINATION

**Décret n° 2010 -796 du 31 décembre 2010.**M. **MBOUALA (Roger Victor)** est nommé secrétaire général de la justice.Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **MBOUALA (Roger Victor)**.**Décret n° 2010- 797 du 31 décembre 2010.**M. **MOROSSA (Paul)** est nommé directeur général de l'administration pénitentiaire.Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **MOROSSA (Paul)**.

## REINTEGRATION

**Décret n° 2010- 817 du 31 décembre 2010.**M. **GABOU (Antoine)**, magistrat de 2<sup>e</sup> grade, 2<sup>e</sup> groupe, 3<sup>e</sup> échelon révoqué suivant le décret n° 70-272 du

18 août 1970 susvisé est réhabilité et réintégré dans la magistrature congolaise.

Le ministre de tutelle est chargé de la reconstitution de la carrière de l'intéressé conformément aux textes en vigueur.

Le présent décret prend effet du point de vue de l'ancienneté à compter de la date de révocation et du point de vue de la solde à compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

**MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET  
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC**

## NOMINATION

**Décret n° 2010- 813 du 31 décembre 2010.**M. **ITOUA (Gabriel)** est nommé inspecteur général des finances.Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **ITOUA (Gabriel)**.**Décret n° 2010- 814 du 31 décembre 2010.**M. **MOLOMBA (Léopold)** est nommé directeur général du contrôle budgétaire.Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **MOLOMBA (Léopold)**.**Décret n° 2010- 815 du 31 décembre 2010.**M. **NGAKOSSO (Antoine)** est nommé directeur général des impôts et des domaines.Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **NGAKOSSO (Antoine)**.**Décret n° 2010- 816 du 31 décembre 2010.**M. **IMANGUE (Jean-Joseph)** est nommé secrétaire permanent du comité de privatisation.Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **IMANGUE (Jean-Joseph)**.**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET  
DE LA DECENTRALISATION**

## NOMINATION

**Décret n° 2010 - 793 du 31 décembre 2010.** Sont nommés sous-préfets :

Département de la Bouenza

- District de Tsiaki : M. **MANTSIMA (Gaspard)**
- District de Loudima : M. **MOUAYA (Henri)**
- District de Kayes : M. **MOUNGUENGUI (Jean Claude)**

Département de la Cuvette

- District de Ngoko M. **NGATSE (Benoit)**
- District de Ntokou : M. **BOKALE MOUPAMELA**

## Département de la Cuvette-ouest

- District de Mbama : M. **IBARA (Blaise)**
- District d'Okoyo : M. **NTSITSIA (Gaspard)**

## Département du Kouilou

- District de Madingo-Kayes : M. **DIAMOUNZO-KIONGA (Jean Baptiste)**
- District de Nzambi : Mme **MISSAMOU née MAKOSSO (Esther)**

## Département du Niari

- District de Iondela-kayes : M. **MOUNGUENGUI (Habib Landry)**

## Département des Plateaux

- District de Lékana : Mme **AKOBE OPANGANA**
- District d'Abala : M. **ELENGA (Jean Pierre)**
- District d'Olombo : M. **OBAMBI ONDAYE**
- District d'Ongogni : M. **POO (Jérôme)**

## Département du Pool

- District d'Ignié : M. **NDZANGA (Ahmed)**
- District de Boko : M. **BANZOUZI NSIMBA.**

Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés.

**Arrêté n° 134 du 7 janvier 2011.** Sont nommés secrétaires généraux d'arrondissements :

## Commune de Brazzaville

Arrondissement 2 Bacongo : Mme **KOY née NTSAN (Augustine)**

## Commune de Mossendjo

Arrondissement 2 : Mme **BASSINGA née NGANZALI (Emma Berthe)**

## Commune de Nkayi

Arrondissement 1 : M. **SAYA (Fidèle)**

Les intéressés percevront les traitements et les indemnités prévus par les textes en vigueur.

Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés.

**MINISTERE DES HYDROCARBURES**

## NOMINATION

**Décret n° 2010-798 du 31 décembre 2010.** Sont nommés membres du conseil d'administration

de la société nationale des pétroles du Congo :

- M. **GOKANA (Denis Auguste Marie)**, représentant de la Présidence de la République ;
- M. **MAWANDZA (Nestor)**, représentant du ministère des hydrocarbures;
- M. **MOLOMBA (Léopold)**, représentant du ministère des finances ;
- M. **NGASSAKI (Athanas)**, représentant du ministère de l'économie ;
- M. **ONGOLY (Roger Bruno Constant)**, représentant du ministère de l'industrie;
- M. **OKOYE (Alphonse)**, représentant du ministère du commerce ;
- Mme **NZOBADILA NIOLO (Flore)**, représentant du personnel de la société ;
- M. **MALONGA (Cyriaque)**, personnalité choisie pour sa compétence et son expérience ;
- M. **DELICA (Antoine)**, personnalité choisie pour sa compétence et son expérience.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions des intéressés.

**Décret n° 2010-799 du 31 décembre 2010.** M. **GOKANA (Denis Auguste Marie)** est nommé président du conseil d'administration de la société nationale des pétroles du Congo.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **GOKANA (Denis Auguste Marie)**.

**Décret n° 2010-800 du 31 décembre 2010.** M. **KOKO (Jérôme)** est nommé directeur général, président du directoire de la société nationale des pétroles du Congo.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **KOKO (Jérôme)**.

**Décret n° 2010-801 du 31 décembre 2010.** M. **SOCKATH (Alfred Charles)** est nommé directeur général adjoint chargé de l'amont pétrolier de la société nationale des pétroles du Congo.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **SOCKATH (Alfred Charles)**.

**Décret n° 2010-802 du 31 décembre 2010.** M. **SASSOU NGUESSO (Denis Christel)** est nommé directeur général adjoint chargé de l'aval pétrolier de la société nationale des pétroles du Congo.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **SASSOU NGUESSO (Denis Christel)**.

**Décret n° 2010-803 du 31 décembre 2010.** M. **NGANONGO (Calixte)** est nommé directeur général adjoint chargé des finances et de la comptabilité de la société nationale des pétroles du Congo.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **NGANONGO (Calixte)**.

**Décret n° 2010-811 du 31 décembre 2010.**  
M. **M'PANGOU (Rémi)** est nommé directeur des études et de la planification au ministère des hydrocarbures.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **M'PANGOU (Rémi)**.

**Décret n° 2010-812 du 31 décembre 2010.**  
M. **TOUMBOULA (Jean Ferdinand)** est nommé directeur de la coopération au ministère des hydrocarbures.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **TOUMBOULA (Jean Ferdinand)**.

**MINISTERE DE LA SANTE  
ET DE LA POPULATION**

NOMINATION

**Décret n° 2010-794 du 31 décembre 2010.**  
M. **NDINGA (Christian Sédar)** est nommé directeur général de la population.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de M. **NDINGA (Christian Sédar)**.

**Décret n° 2010-795 du 31 décembre 2010.**  
Mme **BOKILO** née **DZIA LEFOUNDZOU (Amélia Flore)** est nommée directrice générale du centre national de transfusion sanguine.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions de Mme **BOKILO** née **DZIA LEFOUNDZOU (Amélia Flore)**.

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE  
ET DES LOISIRS**

AUTORISATION

**Arrêté n° 11 389 du 31 décembre 2010.** M. **ISSA IBRAHIM ISSA SALIM**, né le 18 octobre 1949 à RAHBE (LIBAN), de nationalité Libanaise, est autorisé à exploiter un Casino dénommé CASINO OCEAN ROUGE, sis 34, avenue Barthélemy BOGANDA, Arrondissement I.E.P. Lumumba Pointe-Noire.

La présente autorisation est strictement personnelle. Elle est incessible et inaliénable, et ne peut être ni louée, ni exploitée par personne interposée.

En outre, elle n'est valable que pour l'activité pour laquelle elle a été délivrée.

Le titulaire de la présente, M. **ISSA IBRAHIM ISSA SALIM** est tenu de se conformer scrupuleusement à la réglementation touristique en vigueur en République du Congo.

En tout état de cause, l'exploitation de son casino ne

doit ni troubler ni incommoder la tranquillité du voisinage, ni compromettre l'ordre public, ni porter atteinte à la moralité et à la sécurité publique.

Il devra soumettre périodiquement tout son personnel à des visites médicales.

**PARTIE NON OFFICIELLE**

**- ANNONCES -**

**ANNONCE LEGALE**

**Rectificatif** au Journal officiel n°01 du 6 janvier 2011, page 8, colonne droite.

Au lieu de :

Annonce légale  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 5.000.000 FCFA

Lire :

FRIEDLANDER CONGO  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 5.000.000 FCFA

Le reste sans changement.

**ASSOCIATION**

Département de Brazzaville

Création

Année 2010

**Récépissé n° 166 du 12 juillet 2010.**  
Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**COMPAGNIE TCHEZO AFRICA**", en sigle "**C.T.A.**". Association à caractère socio-culturel. *Objet* : valoriser l'homme africain dans son émancipation et son éveil ; promouvoir les valeurs théâtrales et socioculturelles panafricaines ; amener les africains à revivre dans la joie, la paix et l'amour sincères à travers le théâtre. *Siège social* : 791, rue MBEMBA Pierre, Makélékélé, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 1<sup>er</sup> avril 2010.

**Récépissé n° 278 du 22 septembre 2010.**  
Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**EGLISE JESUS-CHRIST SEUL ESPOIR, ACTION MISSIONNAIRE EVANGELIQUE DES NATIONS**", en sigle "**A.M.E.N.**". Association à caractère religieux. *Objet* : propager l'évangile, parole de Dieu dans la plénitude ; créer et installer les salles des cultes évangéliques ; créer des infrastructures pour l'éducation et l'amélioration des conditions de vie des membres ;

concrétiser et moraliser la population en tout lieu à travers la parole de Dieu. *Siège social* : 13-15, rue Ngambio Léonard, La base, Moungali, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 23 novembre 2004.

**Récépissé n° 337 du 23 novembre 2010.**

Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**JEUNESSE ACTUELLE ET DEVELOPPEMENT RURAL**", en sigle "**J.A.D.R.**". Association à caractère socioéconomique. *Objet* : promouvoir les initiatives communautaires dans le domaine agro-pastoral. *Siège social* : 8, rue Clément Maloumbi, quartier Madibou, Makélékélé, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 25 juin 2010.

**Récépissé n° 338 du 1<sup>er</sup> décembre 2010.**

Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**FONDA-TION LA CONGOLAISE DE BANQUE POUR L'EDU-CATION**". Association à caractère social. *Objet* : entreprendre et promouvoir toutes les activités à caractère social dans le domaine de l'éducation ; participer à l'amélioration des conditions d'apprentissage et d'étude dans les établissements publics d'enseignement. *Siège social* : avenue Amilcar Cabral, dans l'enceinte de la Congolaise de Banque, Centre-ville, Poto-Poto, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 4 octobre 2010.

Année 2005

**Récépissé n° 205 du 9 juin 2005.**

Déclaration au ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation de l'association dénommée : "**ASSEMBLEE DE DIEU ALLIANCE DE L'E-TERNEL**", en sigle "**A.D.A.E.**". Association à caractère religieux. *Objet* : la volonté de l'amour du prochain ; la lutte contre toute œuvre du diable ; l'éducation des membres par des cantiques religieux, chants et louanges. *Siège social* : 4 bis, rue Moussa-Etat, Mikalou II, Talangaï, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 9 octobre 2003.

Département de Pointe-Noire

Création

Année 2010

**Récépissé n° 30 du 18 février 2010.**

Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**KINZINGA SIKAMA-SIAMA-TIA**", en sigle "**K.S.S.T.**". Association à caractère spirituel. *Objet* : unir la jeunesse afin que tous vivent en Dieu, le père et en Jésus-Christ, le Fils ; remplir la vocation de guérir, aider, sauver et délivrer par la puissance du Saint-Esprit. *Siège social* : quartier Tié-Tié, Pointe-Noire. *Date de la déclaration* : 31 janvier 2000.

**Récépissé n° 83 du 20 octobre 2010.**

Déclaration à la préfecture du département de Pointe-noire de l'association dénommée : "**MISSION DE LA CHARITE**". Association à caractère humanitaire. *Objet* : susciter les initiatives sociales en milieu des invalides (veuves, orphelins et autres) ; regrouper les personnes du 3<sup>e</sup> âge pour une assistance commune ; apporter un appui financier et matériel pour l'occupation des jeunes désœuvrés afin d'améliorer leur condition de vie. *Siège social* : quartier Kofoli, arrondissement 4, Loandjili. *Date de la déclaration* : 18 octobre 2010.

**Rectificatif** au Journal officiel n° 52 du 30 décembre 2010, page 1113, colonne droite.

Au lieu de :

Récépissé n° 423 du 3 novembre 2010  
Siège social : 29, rue Tsaba, Talangaï, Brazzaville

Lire :

Récépissé n° 423 du 3 novembre 2010  
Siège social : 29, rue Tsaba, Moungali, Brazzaville

Le reste sans changement.

Imprimé dans les ateliers  
de l'Imprimerie du Journal Officiel  
B.P.: 2087 Brazzaville

